

COMPRENDRE LES BESOINS EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DES NATIONS AUTOCHTONES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

Restore, Assert and Defend (RAD) Network
AVRIL 2024

RESTORE ASSERT DEFEND



RAD
NETWORK

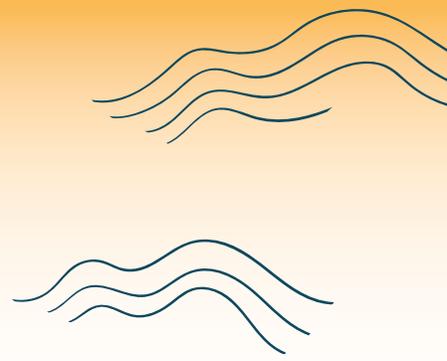
Funded by / Financé par



Environment and
Climate Change Canada

Environnement et
Changement climatique Canada

TABLE DES MATIÈRES



Liste des acronymes	1
Introduction	2
Case 1. Qu'entend-on par « solutions fondées sur la nature »?	2
Outils et avenues pour le renforcement des capacités	3
Trousses d'outils sur le carbone – Connaissance et sensibilisation	3
Nouvelles communautés de pratique – Données et collaboration	6
Financement du carbone et APCA – Financement et harmonisation de la vision	7
Autres outils et programmes de renforcement des capacités	8
Ce que nous entendons	9
Connaissances et sensibilisation	10
Financement et ressources	11
Case 2. Financement fondé sur les distinctions et « mesures de conservation autodéterminées » ...	12
Renforcement des peuples et des compétences	13
Case 3. Wahkohtowin Development : Cultiver la capacité avec les jeunes gardiens	14
Données et mesures	14
Collaboration et alliances	15
Objectifs holistiques et harmonisation de la vision	16
Case 4. Présentation d'une panoplie de moyens de promouvoir la vision des nations	17
Considérations générales : Droits, autodétermination et politiques	17
Recommandations et prochaines étapes	19
Références	21
Remerciements	22



LISTE DES ACRONYMES

SfN	Solutions fondées sur la nature
SCN	Solutions climatiques naturelles
C.-B.	Colombie-Britannique
BCAFN	British Columbia Assembly of First Nations
CdP	Communauté de pratique
ECCC	Environnement et Changement climatique Canada
ONGE	Organisation non gouvernementale de l'environnement
CPLCC	Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause
FSC	Forest Stewardship Council - Canada
SIG	Système d'information géographique
APCA	Aire protégée et de conservation autochtone
RNM	Ralliement national des Métis
NAI	Natural Assets Initiative
PCAP	Principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession des Premières Nations
DDP	Demande de propositions
UINR	Unama'ki Institute of Natural Resources
La Déclaration	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
WISP	West Coast IPCA Support Program
WWF	Fonds mondial pour la nature

INTRODUCTION

Un nombre croissant de nations et de communautés autochtones mettent en œuvre des « solutions fondées sur la nature » (SfN) pour catalyser leurs visions de la relation avec la terre. Les SfN peuvent canaliser le financement nécessaire vers les initiatives de conservation dirigées par les Autochtones. En enchâssant les principes des droits et de l'autodétermination des Autochtones, elles peuvent en décupler les avantages pour les économies autochtones régénératrices. N'empêche, il peut s'avérer difficile pour les nations d'aller de l'avant avec leurs projets de SfN en raison de lacunes en matière de capacité.

CASE 1. QU'ENTEND-ON PAR « SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE »?

Les solutions fondées sur la nature (SfN) sont des stratégies qui misent sur la nature pour relever un large éventail de défis socio-environnementaux. Les solutions climatiques naturelles (SCN) sont un sous-ensemble de solutions fondées sur la nature qui met l'accent sur la protection et la conservation des écosystèmes stockant du carbone comme les forêts, les terres humides, les prairies, les tourbières et les écosystèmes côtiers, et sur l'amélioration de la gestion de ceux-ci. Les SfN incluent également la gestion des actifs naturels, c.-à-d. l'évaluation holistique des actifs naturels qu'ils fournissent (p. ex. la purification de l'eau, protection contre les inondations, la résilience face aux changements climatiques).

Bien que ces concepts constituent plus ou moins une découverte pour les systèmes coloniaux et capitalistes, **dans la pratique, les peuples autochtones « utilisent » des solutions fondées sur la nature depuis des millénaires.** Nous y voyons une occasion non seulement de canaliser les ressources des SfN vers les visions des Nations qui se trouvent dans une relation autodéterminée avec la terre, mais aussi de repenser le concept de SfN en soi afin d'accorder une place centrale aux relations régénératives et réciproques entre l'homme et la nature [1].

Une vision antérieure du RAD Network a révélé l'importance des outils de renforcement des capacités aux fins des SfN dirigées par des Autochtones. Il existe déjà beaucoup d'outils et de ressources, et le RAD Network est bien placé pour établir des liens entre les initiatives cloisonnées et renforcer les efforts existants de développement d'une capacité sur le terrain afin de réduire les chevauchements et de cerner les lacunes et les besoins à combler dans la communauté. Dans cette optique, nous avons effectué une analyse de recherche pour:

1. évaluer le paysage et compiler un aperçu accessible des ressources, des outils et des programmes de renforcement des capacités des Autochtones en matière de SfN;
2. créer un espace qui permet d'écouter les communautés et de favoriser une meilleure compréhension des lacunes, des besoins et des domaines prioritaires liés à la capacité;
3. formuler des recommandations pour de nouveaux financements et de nouveaux outils qui permettront de répondre aux besoins cernés.

À la suite d'une analyse documentaire, nous avons mené des entrevues avec des représentants de cinq ONGE, des groupes de consultation et cinq personnes travaillant pour le compte des nations autochtones. Notre analyse s'appuie également sur des consultations antérieures avec le RAD Network et est renforcée par ces consultations. Malgré sa portée limitée, cette analyse initiale est un point de départ pour d'autres travaux, y compris la « cartographie de l'écosystème » en cours et la mobilisation subséquente du réseau de suivi de la mobilisation en vue des constatations sur le terrain. Les résultats éclaireront la création conjointe d'outils de renforcement des capacités fondés sur les besoins de la communauté.

Le présent rapport sommaire comprend quatre parties, y compris la présente introduction. La section qui suit donne un aperçu de six outils et avenues qui visent à renforcer la capacité d'élaboration des SfN dirigées par les Autochtones. La troisième section résume les principales constatations tirées de notre analyse documentaire et des entrevues avec les « responsables du renforcement des capacités » et les communautés. La dernière section présente des recommandations et les prochaines étapes pour combler les lacunes cernées.

OUTILS ET AVENUES POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Les paragraphes qui suivent fournissent des résumés de six outils et programmes de renforcement des capacités pour les nations et les communautés autochtones qui mènent des projets de SfN. Cette liste n'est pas exhaustive et le lecteur est invité à nous faire part d'autres ressources pertinentes. Ces outils et programmes sont conçus pour des auditoires régionaux ou multirégionaux. Bien entendu, les Nations élaborent également des outils adaptés au milieu et renforcent les capacités à l'interne (des exemples sont présentés plus loin).

Les outils et les programmes que nous résumons couvrent un éventail d'objectifs et d'approches. Premièrement, nous résumons deux « trousse d'outils » qui visent former et sensibiliser les nations qui désirent élaborer des solutions de compensation carbone fondées sur la nature. Ensuite, nous examinons deux nouvelles communautés de pratique, l'une axée sur le carbone terrestre et l'autre sur la gestion des actifs naturels. Enfin, nous présentons deux initiatives de renforcement des capacités qui établissent un lien entre les projets liés au carbone dirigés par les Autochtones et le financement, tout en soutenant la définition d'une vision stratégique et d'objectifs holistiques, y compris l'harmonisation avec les APCA.

TROUSSES D'OUTILS SUR LE CARBONE – CONNAISSANCES ET SENSIBILISATION

Nous résumons ci-dessous deux trousse d'outils, la Boîte à outils pour les crédits compensatoires pour les gaz à effet de serre, mise sur pied par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) et la First Nations Forest Carbon Toolkit élaborée par l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique (BCAFN) et Ecotrust Canada. Ces deux ressources fournissent des renseignements introductifs sur des solutions de compensation fondées sur la nature, tandis que la deuxième présente un examen plus approfondi des perspectives autochtones, avec des exemples tirés du contexte de la Colombie-Britannique.

BOÎTE À OUTILS POUR LES CRÉDITS COMPENSATOIRES POUR LES GAZ À EFFET DE SERRE

Environnement et Changement climatique Canada ([lien](#))

But: Fournir de l'information et des ressources sur les marchés du carbone, les systèmes de compensation et les facteurs à considérer aux fins de l'élaboration de projets (y compris, sans s'y limiter, les solutions de compensation fondées sur la nature).

Public: « Principalement destiné aux publics autochtones » du Canada.

Accent sur les SCN: Solutions de compensation des gaz à effet de serre fondés sur la nature

Format/approche: Quatre documents PDF téléchargeables:

1. Marchés du carbone 101 – notions de base sur les gaz à effet de serre, la réduction et l'élimination des émissions de gaz à effet de serre, la conformité et les marchés volontaires du carbone, et les systèmes, projets et protocoles de compensation des gaz à effet de serre;
2. Projets de compensation des gaz à effet de serre – présente différents types de projets de compensation, les exigences de compensation et la portée du projet;
3. Avantages des projets de compensation des gaz à effet de serre – présente les avantages économiques, environnementaux et sociaux potentiels des projets de compensation des gaz à effet de serre;
4. Mise en œuvre d'un projet de compensation des gaz à effet de serre – couvre les étapes clés de la mise en œuvre d'un projet de compensation.

Ce projet ne met pas les droits des Autochtones et l'identité nationale au centre des préoccupations, mais plutôt les droits de la Couronne en matière de carbone, lorsque des Nations revendiquent leurs compétences et l'affaire fait l'objet d'une contestation judiciaire.

FIRST NATIONS FOREST CARBON TOOLKIT

BCAFN et Ecotrust Canada | ([lien](#))

But: Fournir de l'information aux Premières Nations qui souhaitent en apprendre davantage sur les projets potentiels de compensation de carbone forestier et les évaluer, notamment en créant leur propre projet ou en disant « non » à un projet proposé par une tierce partie qui ne correspond pas à leurs intérêts et à leurs valeurs.

Public: Les gouvernements des Premières Nations à diverses étapes de l'idéation et de l'élaboration du projet. Région : Adapté au contexte juridique et politique de la Colombie-Britannique, mais destiné à être utile à un public plus vaste.

Accent sur les SCN: Compensation du carbone forestier – en particulier la protection des forêts intactes et la réhabilitation des forêts dégradées par l'exploitation forestière..

Format/approche: Cinq modules d'apprentissage traitant des rudiments d'un projet de compensation de carbone forestier:

1. Changements climatiques et solutions climatiques naturelles
2. Marchés du carbone et compensations carbone
3. Mise en œuvre et respect des droits et de la propriété des Autochtones en matière de réduction des émissions de GES
4. Possibilités, obstacles et études de cas
5. Planifier votre projet de compensations carbone

Des liens sont inclus pour accéder à des ressources supplémentaires, à des exemples et des vidéos présentant les points de vue des détenteurs de connaissances des Premières Nations et des dirigeants communautaires des Premières Nations de la Colombie-Britannique. Un outil complémentaire est également fourni aux communautés qui sont prêtes à entreprendre une étude de faisabilité aux premières étapes : Project Idea Note Builder. La trousse d'outils et la formation virtuelle sont également offertes en personne.

Ce projet repose sur l'affirmation par la BCAFN du droit des Premières Nations de gérer le carbone. La BCAFN affirme que [traduction] « les droits des Premières Nations de la Colombie-Britannique sont des droits inhérents fondés sur la terre, qui renvoient aux droits des Premières Nations de posséder, d'utiliser et de contrôler les terres, les territoires et les ressources qu'elles ont traditionnellement occupés ou utilisés. Par conséquent, les Premières Nations de la Colombie-Britannique ont le droit de stocker et d'absorber le carbone dans leurs territoires et de jouir des revenus potentiels liés à ce carbone. »

NOUVELLES COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE

– DONNÉES ET COLLABORATION

En plus des « trousseaux d'outils », différents groupes perçoivent un besoin de collaboration et y répondent. Vous trouverez ci-dessous un aperçu de deux nouvelles communautés de pratique (CdP) pour des SfN, qui seront présentées en 2024-2025. La première est établie à l'initiative de WWF-Canada (avec l'intention de mobiliser un plus grand nombre de partenaires) afin d'encourager la collaboration sur la surveillance du carbone terrestre, ainsi qu'une prochaine plateforme de données. La deuxième CdP, dirigée par Natural Assets Initiative, est axée sur la gestion des actifs naturels.

PLATEFORME DE DONNÉES ET COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE DE LA SURVEILLANCE DU CARBONE TERRESTRE (CDP)

WWF-Canada et ses partenaires ([lien](#))

Remarque : Phase conceptuelle, lancement prévu pour 2024-2025.

But: WWF-Canada et ses partenaires élaborent une communauté de pratique et une plateforme de données dans le cadre du programme national de surveillance du carbone de WWF-Canada, qui vise à établir un lien entre les communautés et la capacité scientifique et technique de mesurer, de cartographier et de surveiller le carbone dans les écosystèmes afin d'évaluer et de mettre en œuvre des SCN qui maximisent les avantages.

A. CdP sur la surveillance du carbone: Le but et l'approche en sont aux premières étapes de la définition. L'objectif global est de faire progresser la compréhension collective des pratiques judicieuses, des approches de surveillance, de la recherche émergente et des technologies innovantes pour la mesure et la surveillance du carbone terrestre par le biais de l'échange et de la mobilisation des connaissances.

B. Plateforme de données: La plateforme de données vise deux objectifs : (i) fournir de l'information spatiale et une analyse rapide pour faire progresser la protection, la restauration et la gestion durable des paysages à l'échelle du Canada, et (ii) combler l'écart entre les mesures sur le terrain et les valeurs du carbone en fournissant des outils pour traiter les données de terrain téléversées par les praticiens et les communautés, et en établissant des dépôts de données chiffrées pour faire progresser la souveraineté des données.

Public: La CdP ciblera des personnes issues de divers milieux et de diverses institutions et organisations, de partout au Canada; elle s'efforcera d'atteindre un équilibre de représentation entre les membres autochtones et non autochtones. La plateforme de données sera également ouverte à divers utilisateurs, les nations et les communautés autochtones étant le principal public cible.

Accent sur les SCN: Mesure et gestion du carbone terrestre

Format/approche: Le format de la CdP en est encore aux premières étapes de la définition, mais il pourrait inclure des dialogues en ligne, des webinaires, des groupes de travail et une infrastructure commune (p. ex. formation, équipement, mise en commun des connaissances). La CdP sera conçue pour aider à combler l'écart entre les secteurs universitaire et technique (souvent cloisonnés) des SCN et la mise en œuvre sur le terrain dirigée par la communauté. La plateforme de données sera accessible en ligne et dotée d'une fonction d'ouverture de session qui permettra aux utilisateurs de garder leurs données privées ou de les partager avec d'autres. Des vidéos et des outils de navigation seront inclus pour s'assurer qu'elle est conviviale.

COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE POTENTIELLE DE LA GESTION DES ACTIFS NATURELS

Natural Assets Initiative (NAI)

Remarque : Phase conceptuelle seulement; lancement prévu en 2025 ou plus tard.

But: À déterminer au moyen d'un exercice d'établissement de la portée, mais l'accent pourrait comprendre la promotion de la collaboration et le partage des connaissances sur la gestion des actifs naturels au Canada, en vue d'atteindre l'objectif plus vaste de l'évaluation de la valeur holistique et de l'inclusion de tous les avantages de la nature dans la prise de décisions.

Public: Peut comprendre le secteur public, p. ex. les administrations locales, les ingénieurs, les forestiers, les agronomes et d'autres parties intéressées. Détails à déterminer, en prévoyant une approche axée sur le sujet plutôt que sur le public. Possibilité d'une CdP distincte dirigée par les Autochtones ou d'une CdP entièrement intégrée, selon les priorités et les souhaits des peuples autochtones. NAI et Climate Risk Institute chercheraient à interviewer leurs représentants à l'étape de l'établissement de la portée.

Accent sur les SCN: Gestion des actifs naturels

Format/approche: NAI et Climate Risk Institute prévoient de mener un exercice d'établissement de la portée entre mai et octobre 2024 afin de déterminer l'objectif, la portée et le format de la CdP potentielle. L'approche s'appuiera sur les points forts observés dans d'autres CdP, notamment en demeurant très réceptive aux priorités et à l'orientation communiquée par ses membres et en facilitant grandement la communication de celles-ci.

FINANCEMENT DU CARBONE ET APCA – FINANCEMENT ET HARMONISATION DE LA VISION

Nous donnons ici deux exemples de renforcement des capacités pour la finance du carbone dans le cadre d'une approche holistique à l'égard des SfN : Nature For Justice (N4J) et les services consultatifs en matière d'APCA et de SfN de Nature Focus et le travail du Westcoast IPCA Support Program sur l'initiative Big Coast Forest Climate. Les deux soutiennent la médiation avec les promoteurs de projets et la vision stratégique préconisant des objectifs holistiques, en particulier à l'intersection du carbone et des APCA.

SERVICES CONSULTATIFS EN MATIÈRE D'APCA ET DE SFN

Nature For Justice and Nature Focus ([lien](#))

But: Aider les Nations à évaluer le potentiel de leur APCA sur le plan des SfN et de la finance du carbone, à structurer et à évaluer leurs projets de SfN et liés au carbone et à créer des partenariats justes pour la finance catalytique et durable des APCA.

Public: Nations et communautés autochtones du Canada qui désirent explorer le rôle des SfN et du carbone pour financer la gestion à long terme ou l'expansion des APCA (stade précoce de l'idéation).

Accent sur les SCN: Solutions fondées sur la nature, le carbone et les APCA

Format/approche: Parmi les principaux services offerts, on peut citer ce qui suit:

1. Réunir divers partenaires techniques pour évaluer les valeurs holistiques – carbone, biodiversité, culture et socioécologie – par rapport à une APCA. Les données et les analyses qui en découlent peuvent être utilisées par les gouvernements autochtones pour défendre leurs intérêts à l'égard d'une APCA auprès des gouvernements fédéral et provinciaux;
2. Évaluer les SfN et le potentiel du projet lié au carbone;
3. Appuyer la création conjointe et les évaluations de faisabilité des SfN et des projets liés au carbone;
4. Jumeler les SfN et les projets liés au carbone touchant l'APCA aux canaux et aux partenaires de financement appropriés.

WEST COAST IPCA SUPPORT PROGRAM (WISP) ET BIG COAST FOREST CLIMATE INITIATIVE

Pacific IPCA Innovation Centre – CICICA, IISAAK OLAM Foundation, Première Nation des T'Sou-ke ([lien](#)).

But: Dans le cadre de l'initiative Big Coast Forest Climate, la Mosaic Forest Management Corporation générera des crédits de carbone grâce au report volontaire de projets touchant 40 000 hectares de terres forestières privées situées sur l'île de Vancouver, Haida Gwaii et la côte de la C.B. Le WISP travaille avec Mosaic pour mobiliser 35 Premières Nations de la côte Ouest afin de déterminer si elles désirent travailler à l'établissement d'une APCA sur certaines des terres qui chevauchent le régime foncier d'exploitation forestière. Une partie du produit du projet lié au carbone sera également versée au IPCA Innovation Centre pour appuyer la recherche.

De façon plus générale, la vision du WISP est de [traduction] *“to galvanize a thriving Indigenous-led regional economy that generates social, ecological, and economic value through culturally-informed approaches to stewardship and development”*.

Public: Les Premières Nations de l'île de Vancouver, de Haida Gwaii et du littoral de la Colombie-Britannique qui pourraient s'intéresser aux APCA ou au financement du carbone.

Accent sur les SCN: Compensation du carbone forestier + APCA

Format/approche: L'équipe du WISP mobilise 35 Premières Nations pour discuter des options, évaluer l'intérêt pour le projet Big Coast et appuyer l'établissement d'une vision stratégique. Le WISP cherche à amplifier l'incidence de projets parallèles et interconnectés, y compris le programme Westcoast IPCA Ambassador (renforcer la capacité de leadership des jeunes adultes) et le projet Indigenous-led West Coast Stewardship Corridor (favorisant la collaboration, la vision stratégique et l'établissement d'alliances).

AUTRES OUTILS ET PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Bien que nous ayons fourni des résumés de quelques outils et initiatives clés pour renforcer la capacité d'élaboration de SfN dirigées par des Autochtones, il en existe beaucoup d'autres. Nous invitons le lecteur à communiquer avec radpartnership@gmail.com pour faire part de toute autre initiative ou de tout autre outil qui pourrait être pertinent pour le réseau. D'autres outils et initiatives sont énumérés [ici](#).

CE QUE NOUS ENTENDONS

Dans la section qui suit, nous résumons les principaux besoins en matière de capacité cernés par les partenaires communautaires et les lacunes relevées dans les outils et les mesures de soutien. Les principaux besoins en matière de capacité sont liés aux connaissances et à la sensibilisation, au financement et aux ressources, aux personnes et au renforcement des compétences, aux données et à la mesure, à la collaboration et au soutien pour les objectifs holistiques. Ces catégories se recoupent et les lacunes ne peuvent généralement pas être comblées de façon isolée. De plus, les outils pour accroître la capacité ne peuvent être efficaces que si les droits, la compétence et les politiques habilitantes sont également alignés. Les intérêts des nations autochtones à l'égard des SfN ne sont pas distincts de leurs aspirations en matière de gouvernance et d'autodétermination. De plus, il existe des lacunes en matière de capacité au sein des nations autochtones, ainsi que parmi les ONGE partenaires et d'autres collaborateurs, qui peuvent avoir de la difficulté à adopter une optique décolonisée dans leurs activités de collaboration. À mesure que ce « champ » émergent composé de politiques, d'instruments du marché, d'instruments réglementaires, de pratiques techniques connexes et de divers acteurs institutionnels prendra de l'expansion, des efforts devront être déployés pour comprendre et combler ces lacunes sur le terrain ou au niveau des systèmes, ainsi qu'au sein et par chaque communauté, ayant droit ou organisation.

Les principales lacunes et les besoins majeurs en matière de capacité dont nous avons entendu parler sont illustrés à la figure 1 ci-dessous. Une version plus détaillée de ce graphique est disponible sous forme d'outil interactif auquel on peut accéder avec ce [lien Web](#).

FIGURE 1. BESOINS TRANSVERSAUX EN MATIÈRE DE CAPACITÉ POUR LES SFN DIRIGÉES PAR LES AUTOCHTONES



CONNAISSANCES ET SENSIBILISATION

Nous avons entendu qu'il faut des ressources adaptées à divers publics et à de multiples priorités. Par exemple, les gestionnaires des terres autochtones peuvent avoir besoin d'outils techniques complets, ainsi que de ressources explicatives plus concises et ciblées pour mobiliser les dirigeants communautaires dans des discussions exploratoires initiales. D'autres outils sont nécessaires pour les publics communautaires en général, les gardiens et les jeunes. Les représentants d'Ecotrust Canada et de la BCAFN ont parlé du défi que représente la création d'outils fondés sur les connaissances qui répondent à cet éventail de besoins. L'outil First Nations Carbon Toolkit se veut accessible aux Premières Nations ayant peu ou pas de connaissances contextuelles sur le sujet (p. ex. elle communique des renseignements de base sur les changements climatiques), mais avec suffisamment de détails techniques pour demeurer utile aux Premières Nations qui font progresser des projets liés au carbone sur le terrain.

Nous avons aussi entendu parler du besoin d'une information impartiale, dans certains cas pour lutter contre la désinformation propagée par certains représentants de l'industrie. Les outils de connaissance qui présentent les options de façon impartiale peuvent aider à composer avec les divergences d'opinions et informer les membres de la communauté de possibilités auxquelles ils n'ont peut-être pas été sensibilisés. Le gouvernement, l'industrie et les ONGE ont certains programmes et objectifs; cependant, les outils et les programmes de sensibilisation de la communauté doivent être conçus pour aider les nations à prendre des décisions éclairées et conformes à leur propre vision. Plus précisément, il faut pour ce faire situer l'apprentissage dans le contexte actuel de la Déclaration, des droits inhérents et des aspirations à l'identité nationale et à la souveraineté économique, et expliquer comment ils peuvent être liés à d'autres priorités juridiques, économiques, sociales et liées à la gestion des terres pour que les considérations relatives au projet soient prises en compte dans un contexte pertinent pour les Nations.

Notre analyse a également révélé une lacune dans les outils de connaissances axés sur le carbone qui comportent une perspective autochtone. Il est particulièrement difficile d'intégrer les outils et les efforts qui ne sont pas propres à une région à divers systèmes de connaissances et à diverses valeurs, tout en évitant la panindigénéité. Il y a une possibilité d'élaborer des outils et des ressources pour faire progresser l'évaluation de la valeur et la coproduction des connaissances grâce à un rapprochement des systèmes de connaissances [2]. À un niveau plus général, les chercheurs autochtones soulignent comment le savoir autochtone peut appuyer les résultats transformateurs des SfN. Au-delà des initiatives générales « indigénisantes », il faut décoloniser activement les réponses aux changements climatiques. Pour reprendre les mots de Deranger et coll. (2022), [traduction] « nous ne pouvons plus nous permettre de simplement « peaufiner le système » en insérant dans les processus généraux les éléments de la vision du monde autochtone qui semblent « s'intégrer » le plus aisément » [3]. Cela s'applique au concept de SfN, qui exige que le recadrage soit enraciné dans des relations régénératives plutôt que dichotomiques entre l'être humain et la nature [1].

«Je pense que le problème va au-delà de la boîte à outils, mais il est lié à la boîte à outils, bien sûr, qui est la façon dont nous pouvons intégrer ces valeurs, ces façons de savoir et ces façons de faire des Premières Nations dans l'espace carbone»

– Patricia Rojas - analyste des politiques et coordonnatrice régionale de la lutte contre les changements climatiques, BCAFN

La Trousse d'outils sur le carbone des Premières Nations recoupe les voix des détenteurs de connaissances des Premières Nations; cependant, Patricia Rojas (BCAFN) fait remarquer qu'une plus grande mobilisation de la communauté est nécessaire pour vraiment fonder le concept occidental des marchés du carbone sur des façons traditionnelles de savoir. Une autre personne interrogée a suggéré que soient créés des espaces expressément pour les détenteurs de connaissances autochtones, sans la présence de gestionnaires des terres autochtones, de techniciens ou d'autres personnes, pour véritablement les écouter sans autres influences. En même temps, les efforts de développement des capacités doivent être déployés avec prudence pour éviter de surcharger les détenteurs de connaissances autochtones et doivent tenir compte du fait que, même s'ils ne sont pas habituellement les personnes vers qui on se tourne, de nombreux détenteurs de connaissances de la communauté possèdent des connaissances importantes. Il faut des espaces neutres ou des passerelles pour tempérer les divisions internes possibles entre les voix politiques et les voix de la base populaire.

Nous voyons également des occasions de renforcer la collaboration, la sensibilisation et les capacités au sein d'une panoplie d'écorégions et dans l'ensemble de celles-ci. Les premiers résultats laissent entrevoir la possibilité d'avoir plus d'outils et d'initiatives de renforcement des capacités ciblant les SfN dirigées par les Autochtones dans les prairies indigènes; cependant, d'autres recherches sont nécessaires pour cartographier les intervenants et les initiatives afin de clarifier les lacunes possibles. Nature United est un groupe qui cultive la capacité de gestion des terres cultivées dans les Prairies, en collaboration avec les gouvernements des Premières Nations et des Métis qui souhaitent adopter l'agriculture régénératrice, éviter l'utilisation des prairies indigènes, rétablir les populations des bisons et favoriser l'élevage. Les pratiques de brûlage dirigé ou culturel peuvent également améliorer le stockage du carbone et représenter une autre occasion importante de connectivité, de sensibilisation et de renforcement des capacités. Les acteurs du réseau, comme le réseau pour le RAD, pourraient approfondir et élargir leur influence en mobilisant un éventail de régions, de types d'écosystèmes et d'approches en matière de SfN harmonisées avec diverses visions de la relation avec la terre.

Enfin, il y a une possibilité pour les réseaux et les centres d'échange de connaissances de rassembler des ressources et de faciliter l'accès des Nations à celles-ci, dont des bases de données comportant des catégories de territoires, comme national, provincial, régional, visé par un traité, traditionnel, et de les répartir par groupes d'auditoires. La collecte et le stockage des données connexes devraient être conformes aux principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession ([PCAP](#)).

FINANCEMENT ET RESSOURCES

Lorsqu'on leur a demandé à quoi ressembleraient les subventions et le financement gouvernemental dans un monde idéal, les répondants ont parlé de stabilité et de flexibilité. Les bailleurs de fonds, comme ECCC, pourraient créer des sources de financement quinquennales soustraites aux intérêts du gouvernement et à l'abri des risques de compressions budgétaires. Nous avons également entendu parler du besoin d'une souplesse accrue pour financer des aspects intangibles, mais cruciaux, du travail comme le travail relationnel (c.-à-d. l'établissement de relations avec la communauté et la terre). Plusieurs personnes interrogées ont également soulevé le besoin d'un financement plus transversal afin de réduire les contraintes administratives et de mieux refléter l'intersectionnalité des APCA, des gardiens, des SaN, des initiatives sur les espèces en péril, et d'autres aspects.

Bien que nous ayons entendu divers points de vue sur le financement différencié ou fondé sur les distinctions pour les Premières Nations, les Métis et les Inuit, il y avait unanimité autour de l'importance de reconnaître les intérêts, les engagements et les valeurs communs, et de travailler ensemble à leur réalisation, tout en évitant une approche panautochtone.

CASE 2. FINANCEMENT FONDÉ SUR LES DISTINCTIONS ET « MESURES DE CONSERVATION AUTODÉTERMINÉES »

S'exprimant au nom du Ralliement national des Métis (RNM), Kelsey Scarfone a souligné l'importance d'une approche fondée sur les distinctions plutôt que sur des appels de financement ouverts à l'échelle panautochtone, afin d'éviter de créer des conditions de concurrence entre les Premières Nations, les Métis et les Inuit. Le RNM encourage les bailleurs de fonds à créer une enveloppe réservée pour la Nation métisse qui sera distribuée aux membres dirigeants par l'entremise de la structure de gouvernance interne et du modèle de financement du RNM. De plus, les conseils consultatifs sur les programmes de financement devraient être adéquatement représentatifs et transparents.

Dans un monde idéal, Kelsey envisageait un financement transversal fondé sur des « mesures de conservation autodéterminées », par opposition au statu quo, où le RNM et les membres dirigeants agencent les programmes au moyen de multiples subventions assorties d'exigences administratives et en matière de rapport distinctes (malgré les activités et les visées interconnectées). Idéalement, les membres dirigeants du RNM mettraient de l'avant leur vision chiffrée de la conservation et le Canada y répondrait dans le cadre d'un seul accord, ce qui leur permettrait de réaliser les priorités des citoyens d'une manière plus globale.

« Idéalement, nous renverserions le fardeau de la preuve et le Canada répondrait à la vision de la nation métisse. »

– Kelsey Scarfone - conseillère en politiques de conservation, Ralliement national des Métis

En ce qui concerne le financement du secteur privé, les Nations qui mènent des projets de compensation de carbone peuvent se heurter à des obstacles au moment d'intégrer les marchés. Les ONGE partenaires fournissent un soutien en matière de capacité technique pour les solutions fondées sur la nature, mais, à quelques exceptions près, ont tendance à prendre leurs distances lorsqu'il est question d'évoluer vers la pénétration du marché. Le programme de services consultatifs en matière de SfN et d'APCA de Nature Focus et de N4J est un exemple de collaboration avec les Nations pour évaluer les canaux appropriés de financement des projets de SfN et liés au carbone et relier ensuite les projets dirigés par les Autochtones aux avenues et aux partenaires permettant d'obtenir un financement durable. Ce travail adopte une perspective holistique, en tenant compte du carbone, de la biodiversité, des valeurs culturelles et socioécologiques.

On observe également des lacunes dans les connaissances lorsqu'il s'agit de comprendre l'éventail des voies viables de financement de la conservation. Il se présente aussi une occasion d'enrichir les connaissances des Nations sur un éventail élargi d'approches d'évaluation de la valeur de la nature au-delà des projets axés sur le carbone et de les mobiliser par rapport à celles-ci. La mise en commun de pratiques judicieuses et de leçons apprises dégagées d'études de cas est une façon de sensibiliser les gens à un éventail élargi d'avenues. Par exemple, Natural Assets Initiative (NAI), une ONG canadienne, fait progresser la gestion des actifs naturels en tant que pratique qui intègre les avantages et les services de la nature, ou les cadeaux qu'elle procure, au processus décisionnel fondamental de l'organisation. Il s'agit d'une approche évolutive intrinsèquement fondée sur les systèmes de gestion des actifs que toutes les entités du secteur public canadien doivent adopter. Les premières données indiquent que l'approche peut appuyer la capacité et les objectifs des Premières Nations, par exemple pour faire progresser les ententes à l'échelle des bassins hydrographiques avec les provinces et les négociations avec la Couronne. NAI affirme qu'il veut s'assurer que la gestion des actifs naturels évolue de façon à respecter visiblement les droits des Autochtones. Cette approche d'évaluation de la valeur des actifs naturels va bien au-delà des évaluations uniquement axées sur le carbone et pourrait être davantage alignée sur les valeurs des conceptions autochtones holistiques des valeurs et des rôles multiples des écosystèmes.



RENFORCEMENT DES PEUPLES ET DES COMPÉTENCES

Comme leurs ressources financières sont limitées, les nations n'ont souvent pas suffisamment de fonds à consacrer spécifiquement à la gérance de l'environnement. Là où ils existent, les ressources des ministères responsables des terres et des ressources sont étirées au maximum. Le personnel, qui arbore plusieurs casquettes, ne peut souvent pas se consacrer entièrement à la mise en œuvre de projets de SfN et n'a pas les capacités suffisantes pour gérer les composantes techniques et opérationnelles. Les nations qui n'ont pas les ressources ou qui préfèrent ne pas embaucher d'experts-conseils externes peuvent tirer profit du renforcement des compétences en matière d'évaluations de la faisabilité, d'établissement de liens avec les marchés et de négociation. Les cours de perfectionnement professionnel et le mentorat entre pairs étaient deux suggestions pour renforcer les capacités et développer le domaine des SfN dirigées par des Autochtones.

Des représentants de la Première Nation de Caldwell ont parlé de leur difficulté à recruter des employés qui sont membres de la Nation. Elle offre des possibilités de formation pour perfectionner les compétences et susciter de l'intérêt au sein de la communauté. Cela pourrait mener à la dotation de postes à temps plein. Plus particulièrement, elle cible les jeunes au moyen de programmes de microcrédit et de reconnaissance des titres de compétence et de partenariats avec les universités. La mobilisation des jeunes peut représenter un défi pour les nations périurbaines et celles dont les terres de réserve sont limitées. Pourtant, la mobilisation des jeunes a été jugée essentielle pour cultiver la capacité à long terme et pour atteindre des objectifs plus vastes en matière d'édification de la nation.

Sur la côte de l'Atlantique, les communautés mi'kmaq d'Unama'ki/Cap-Breton ont également désigné la mobilisation des jeunes comme une priorité pour le renforcement des capacités en matière de SfN. L'Unama'ki Institute of Natural Resources (UINR) élabore des outils de communication pour accroître la sensibilisation de la communauté et réunit des dirigeants, des jeunes et d'autres détenteurs de connaissances micmacs pour éclairer la vision à long terme de leurs projets de SfN et créer conjointement un cadre d'évaluation. D'autres approches peuvent comprendre des groupes de jeunes, comme le [Conseil jeunesse des changements climatiques du gouvernement du Yukon](#) et des recommandations stratégiques. Dans le territoire du Traité no 9, Wahkohtowin Development adopte une autre approche pour susciter l'intérêt des jeunes à l'égard des SfN (voir l'encadré 3). Afin de présenter de tels exemples et de partager des pratiques gagnantes, nous avons constaté un intérêt pour le mentorat entre pairs et les rassemblements de jeunes aux échelles territoriale, régionale et interrégionale.

CASE 3. WAHKOHTOWIN DEVELOPMENT : CULTIVER LA CAPACITÉ AVEC LES JEUNES GARDIENS

«Nos jeunes sont nos prochains leaders»

Écart : Bien qu'il existe une diversité de programmes axés sur le territoire qui mobilisent les jeunes Autochtones d'un océan à l'autre, peu d'entre ces programmes semblent porter précisément sur les SCN. De plus, il y a une lacune en ce qui concerne la mobilisation des gardiens dans le renforcement des capacités axées sur le carbone.

Occasion : Wahkohtowin Development a vu une occasion de faire le pont entre son programme Guardian axé sur les jeunes et ses initiatives de gestion forestière et de lutte contre les changements climatiques. Composé de la Première Nation des Cris de Chapleau, de la Première Nation crie de Missanabie et de la Première Nation de Brunswick House, Wahkohtowin travaille à l'intersection de la gestion durable des ressources, de la revitalisation culturelle et du développement économique. En 2022, il a lancé le programme [Guardian Climate Champion](#) pour favoriser la participation des jeunes à des discussions et à des apprentissages guidés, afin de les aider à définir leur rôle dans l'intendance des terres, l'action climatique et la participation à l'aménagement forestier.

Le recrutement des champions est également un moyen unique de recruter les gardiens de la saison à venir. Ce ne sont pas tous les champions des changements climatiques qui sont disponibles ou admissibles à titre de gardiens, mais chaque année, il y a quelques candidats. En 2022, un participant a assumé un rôle subséquent de soutien de la surveillance sur le terrain dans le cadre d'un projet pilote de SfN visant à tirer parti des liens entre les champignons mycorhiziens et les arbres. Les gardiens soutiennent également les bases de référence de la biodiversité, la surveillance et les entrevues pour les projets de SaN. À son tour, le financement de SfN peut fournir des ressources diversifiées et durables aux gardiens. Wahkohtowin continue également d'explorer des possibilités de SfN, notamment en se qualifiant pour la DDP de [Verra](#) qui vise à identifier des participants à l'élaboration de protocoles internationaux en matière de SfN.

DONNÉES ET MESURES

Notre analyse de la recherche a révélé des besoins en capacité liés à la mesure et à la surveillance du carbone dans les écosystèmes (terrestres et bleus), ainsi qu'à l'accès aux données, à la gestion et au contrôle de celles-ci. Une capacité technique est requise pour mesurer, cartographier et surveiller le carbone dans les écosystèmes. Certaines communautés cherchent un soutien externe (p. ex. par l'entremise d'experts-conseils ou de partenariats) pour fournir des évaluations rapides de la viabilité et estimer les stocks de carbone au moyen du SIG et de la télédétection, tandis que d'autres souhaitent renforcer la capacité interne dans ces domaines.

Il existe également des possibilités de renforcement des capacités en matière de collecte de données sur le terrain. Plusieurs ONGE et d'autres groupes offrent une formation sur le terrain pour la mesure et la surveillance du carbone. À l'horizon, des groupes comme WWF-Canada voient une approche de « formation du formateur » comme un modèle à suivre. De plus, grâce à la prochaine plateforme de données du WWF-Canada's, dont il a été question dans la section précédente, l'organisation a l'intention de combler une lacune de capacité en matière de traitement et de gestion des données, ce qui permettra aux nations de présenter plus facilement dans un format utile les données qu'elles ont recueillies.

Dans certains cas, l'industrie et le gouvernement disposent déjà des données spatiales dont une nation a besoin pour poursuivre ses SfN, mais ne sont pas disposés à les partager. Patricia Rojas (BCAFN) souligne que les Premières Nations devraient être propriétaires des données provenant de leurs territoires traditionnels et que les droits des Autochtones doivent être respectés dans la collecte et le contrôle des données. Les nouvelles plateformes et les nouveaux centres de données des SfN doivent également respecter la Déclaration et la souveraineté des données autochtones, notamment le principe de propriété, de contrôle, d'accès et de possession (PCAP). Encore une fois, il est clair que la défense des intérêts politiques et l'affirmation des droits ne peuvent être séparées des conversations sur la capacité technique.

Nous avons également observé que les organisations qui se consacrent à la mesure et la surveillance du carbone ne sont souvent pas les mêmes que celles qui se consacrent à l'élaboration de projets de compensation de carbone. Le renforcement des lignes de visée et de la collaboration entre ces occasions de renforcement des capacités pourrait aider les nations à établir des liens plus facilement pour mesurer les stocks de carbone, mettre au point un projet de compensation et exploiter les marchés du carbone, si cela les intéresse. La nouvelle communauté de pratique sur la surveillance du carbone offre une occasion prometteuse de collaboration.

Enfin, il est possible d'accorder la priorité aux droits, au leadership et au renforcement des capacités des Autochtones dans la création de normes et de protocoles encadrants les SfN. En ce qui concerne la gestion des actifs naturels, les crédits de carbone et autres SfN, des normes sont requises pour assurer la transparence, la rigueur scientifique, l'équité et l'impact. Elles pourront aider les nations à évaluer les projets proposés et les partenaires.

COLLABORATION ET ALLIANCES

L'« analyse » a mis en lumière les efforts prometteurs déployés en vue d'établir des partenariats et d'éliminer les cloisonnements, comme les nouvelles communautés de pratique et l'intérêt des différents collaborateurs à collaborer. Pourtant, en dehors de ces efforts, nous continuons d'entendre parler de dynamiques de « contrôle » et de « chasse gardée » parmi certains groupes environnementaux et universitaires, malgré des objectifs globaux harmonisés. Une telle dynamique nuit à la participation des nations et à l'accès aux ressources, et peut drainer davantage leur capacité si les communautés deviennent surchargées par une multiplicité de demandes de mobilisation distinctes.

De plus, les projets de renforcement des capacités sont souvent opaques et on note souvent une absence de documents accessibles au public. Avec les autorisations adéquates et les accords de partage de données avec les communautés, les offres de renforcement des capacités peuvent devenir plus visibles et encourager la collaboration et l'accessibilité, tout en réduisant les redondances potentielles. Parallèlement, il est nécessaire d'élargir l'information en ligne qui cible les partenaires communautaires potentiels (par opposition aux bailleurs de fonds).

Des espaces éthiques sont nécessaires pour la collaboration en matière de conservation afin de libérer les avantages des SfN Autochtones [1]. Les réseaux peuvent aider au décroisement, à consolider les efforts existants de renforcement des capacités sur le terrain et à favoriser la collaboration à mesure que de nouveaux efforts de renforcement des capacités sont mis en œuvre et élargis à l'échelle du pays. Des espaces éthiques sont également nécessaires pour réunir les membres de la communauté afin d'avoir ces conversations pour apprendre les uns des autres et cerner les expériences et les occasions communes.

«Souvent, les politiciens et la population ne sont pas sur la même longueur d'onde. Il est nécessaire d'avoir des conversations sécuritaires et constructives qui sont appuyées par des organismes de l'extérieur afin de garantir un espace équitable et éthique et que tous les points de vue sont entendus et présentés.»

– Kerry-Ann Charles, coordonnatrice des partenariats environnementaux, Cambium Indigenous Professional Services

L'échange de connaissances et la collaboration entre les nations autochtones peuvent également renforcer les capacités. Les nations qui en sont aux premières étapes de l'élaboration de projets peuvent apprendre de celles qui sont plus avancées. La collaboration à l'échelle des régions, des traités et des territoires peut également être bénéfique pour déterminer et faire progresser les objectifs communs, réduire la concurrence et cultiver le dialogue et les solutions enracinées sur place. Le West Coast IPCA Support Program (WISP) dirigé par l'IISAAK Olam Foundation, offre une approche unique de création d'alliances avec son projet West Coast Stewardship Corridor dirigé par des Autochtones. Celui-ci répond à une occasion de favoriser la collaboration entre les Premières Nations avoisinantes de l'île de Vancouver, fondée sur le partage de responsabilités, afin de protéger plus efficacement les corridors fauniques pour les espèces en péril et de promouvoir des économies de rechange. Les deux nouvelles communautés de pratique décrites ci-dessus offrent d'autres avenues positives de progrès. Il y a aussi un intérêt pour la collaboration transfrontalière, pour le co-apprentissage avec des groupes autochtones du Sud (p. ex. de l'Australie, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud).

OBJECTIFS HOLISTIQUES ET HARMONISATION DE LA VISION

Les nations ont besoin de renseignements impartiaux et pertinents pour évaluer de manière efficace si un projet correspond à leur vision et à leurs valeurs. En cas d'incertitude concernant une telle conformité, les trousseaux d'outils techniques seront peu utiles. Nous entendons parler de l'intérêt pour des outils visant à aider les nations à évaluer les projets liés au carbone et les propositions de tierces parties – afin d'évaluer l'harmonisation de la vision, les risques et les possibilités.

Le WISP est un exemple de programme qui aide les nations à établir une vision stratégique et à évaluer différentes marches à suivre, à positionner les SfN au sein d'une série de solutions de rechange économiques pour soutenir des objectifs holistiques. Au rang d'autres exemples, on peut citer les services consultatifs en matière d'APCA et de SfN de N4J et Nature Focus (voir ci-dessus), ainsi que le travail de Nature United pour aider les nations à évaluer les compromis associés à différents scénarios de gestion. L'équipe de Nature United a souligné que ses efforts de renforcement des capacités sont spécifiques et adaptés aux priorités d'un partenaire communautaire donné. Comme nous l'avons également entendu de la part de représentants de la communauté, il ne devrait pas incomber aux nations de s'ajuster pour devenir compatibles avec des créneaux de programme définis par des ONGE ou la Couronne. On devrait plutôt appuyer l'autodétermination des Autochtones, car elle générera des avantages sur le plan du climat et de la conservation [2, 4].

«Je crois fermement qu'il incombe à la nation autochtone de déterminer comment elle entend aller de l'avant... lorsqu'il rest question de trouver des solutions fondées sur la nature, nous devons appuyer les points de vue des dirigeants autochtones.»

– Terry Dorward - directeur de la conservation, Westcoast IPCA Support Program (WISP)

CASE 4. PRÉSENTATION D'UN ÉVENTAIL DE VOIES À SUIVRE POUR FAIRE PROMOUVOIR LA VISION DES NATIONS

Toutes les nations ne s'intéressent pas aux marchés du carbone. Certaines ne se croient pas en mesure d'atténuer les changements climatiques et se préoccupent des risques qu'ils peuvent poser pour les droits des Autochtones, ou les perçoivent comme une marchandisation de la nature qui ne correspond pas à leurs valeurs [5, 6]. D'autres considèrent que l'accent mis sur le carbone est « essentiel », mais elles pourraient s'intéresser davantage à des approches plus vastes de la gestion des actifs naturels et de l'évaluation de la valeur des écosystèmes. Quoi qu'il en soit, les personnes interrogées ont insisté sur le fait que les offres de renforcement des capacités provenant de partenaires externes devraient être impartiales et appuyer la prise de décisions éclairées pour aider à faire progresser les visions autodéterminées des nations en matière de relation avec la terre.

Enfin, il existe peu d'efforts de renforcement des capacités ciblant les intersections entre les SfN – en particulier le financement du carbone – et les gardiens et les APCA, malgré une complémentarité apparente. Cela suggère le besoin d'une meilleure intégration des ressources à l'appui des objectifs holistiques des nations qui comprennent les priorités en matière de développement communautaire et économique, l'expression des lois et de la gouvernance, la revitalisation de la culture et de la langue, et bien plus encore. De même, les SCN dirigées par les Autochtones s'harmonise avec la protection de la biodiversité, la gestion des feux de forêt et la revitalisation des pratiques de brûlage culturel, la souveraineté alimentaire, la santé et les médicaments, la mobilisation des jeunes et de nombreux autres domaines dans lesquels on peut appuyer le progrès avec un financement souple et intégré et des approches ancrées dans des systèmes de connaissances holistiques autochtones [5, 6].

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES: DROITS, AUTODÉTERMINATION ET POLITIQUES

De façon générale, le manque de reconnaissance et de clarté concernant les droits et la compétence demeure l'obstacle le plus important aux SfN dirigées par les Autochtones. Le savoir-faire technique, la sensibilisation et le financement ne peuvent contribuer au progrès que dans la mesure où une politique habilitante appuie l'autodétermination des Autochtones.

«Ceci constitue une petite pièce du casse-tête dans le système...la trousse d'outils ne sera pas utile s'il n'y a pas d'autres outils et, bien sûr, de politiques et de lois qui peuvent permettre de réaliser ces projets»

– Patricia Rojas – analyste des politiques et coordonnatrice régionale de la lutte contre les changements climatiques, BCAFN

Au Canada, les promoteurs de SfN sont tenus de respecter les droits ancestraux et issus de traités des Premières Nations, des Inuit et des Métis sur leurs terres et territoires traditionnels, conformément à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.



Les projets devraient également intégrer le respect des droits de la personne et de l'autodétermination des Autochtones dans la conception et la mise en œuvre des projets, y compris (comme norme minimale) le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) des peuples autochtones, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (Déclaration) [9]. Compte tenu des contextes propres aux pays, aux traités et aux communautés, le leadership ou la collaboration profonde des Autochtones dans la prise de décisions est nécessaire pour que les SfN soient équitables et favorables à l'autodétermination des Autochtones [9].

Malgré la reconnaissance accrue de la gouvernance autochtone dans les contextes stratégiques des SfN, une lacune persiste en ce qui concerne la reconnaissance de la compétence, des systèmes juridiques et de l'autodétermination des Autochtones [10]. Pourtant, les nations affirment leur compétence et leur autodétermination de diverses façons. Bien que le manque de collaboration de la part de gouvernements provinciaux puisse ériger des obstacles, certaines nations contournent la compétence provinciale pour négocier directement avec le gouvernement fédéral ou déclarent elles-mêmes des APCA. Certaines nations ont réussi à adopter une approche de type « d'accord pour ne pas être d'accord » afin d'éviter les conflits de compétence qui entravent les progrès vers des objectifs communs.

En effet, le Canada ne peut pas se permettre d'entraver les SfN autochtones compte tenu des engagements provinciaux, fédéraux et internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques et de conservation. En plus des politiques nationales habilitantes et des mécanismes de marché, des politiques sont nécessaires pour veiller à ce que les désignations d'APCA soient facilement comprises et qualifiées pour l'investissement international par la finance du carbone et des écosystèmes.

«L'objectif de 30 % [protection des terres et des eaux d'ici 2030] sera énorme et le Canada n'a pas l'assiette fiscale nécessaire. Nous ne pouvons y arriver qu'en nous connectant au marché mondial et en créant de bonnes politiques... Ajoutez le fait que la majorité des 30 % seront des APCA et que cela pourrait faire partie de la politique de réconciliation.»

– Steven Nitah, directeur général pour le Canada, Nature For Justice

RECOMMANDATIONS ET PROCHAINES ÉTAPES

Dans ce rapport, nous avons résumé six outils et programmes de renforcement des capacités ciblant les SfN dirigées par des Autochtones. Il s'agissait notamment de « trousse d'outils » axées sur les connaissances, comme la First Nations Forest Carbon Toolkit, élaborée par la BCAFN et Ecotrust Canada, qui fournit des renseignements à la fois préliminaires et plus techniques aux Premières Nations qui s'intéressent aux projets de compensation du carbone forestier, accompagnés d'exemples et de points de vue des Premières Nations de la Colombie-Britannique. En plus des outils axés sur les connaissances, nous avons résumé les activités de deux nouvelles communautés de pratique. Elles visent toutes deux à inclure une plus grande mobilisation des Autochtones pour définir des approches adaptées aux communautés. La CdP potentielle sur la gestion des actifs naturels que NAI prévoit d'établir promet des occasions qui vont au-delà de l'évaluation de la valeur de la nature sur le plan de la réduction des émissions de carbone seulement. Enfin, nous avons résumé deux exemples de renforcement des capacités à l'intersection de la finance du carbone et de l'avancement des APCA. Par exemple, le WISP aide les Premières Nations à établir une vision stratégique et à évaluer l'harmonisation des possibilités de SfN avec leurs priorités culturelles, économiques et en matière d'intendance.

Les six exemples que nous avons fournis visent à répondre à un éventail de besoins liés à la capacité et à faire la lumière sur diverses approches en matière de renforcement des capacités. En plus de ces outils et programmes régionaux et multirégionaux, les nations élaborent leurs propres approches adaptées au milieu pour renforcer les capacités internes, dont certaines ont été mises en évidence dans le présent rapport. Nous avons également discuté avec des représentants de la communautés et cerné les lacunes, les obstacles et les besoins en ce qui concerne les SfN dirigées par des Autochtones. À la lumière des lacunes relevées, nous suggérons les recommandations suivantes aux bailleurs de fonds, aux collaborateurs et aux « cultivateurs de capacités » :

- 1. Connaissances et compréhension:** Élaborer des outils de connaissances accessibles, impartiaux et pertinents adaptés à différents auditoires (p. ex. leadership, gardiens, jeunes, praticiens) et à différentes fins (p. ex. soutien à la prise de décisions et outils de visualisation accompagnant les notions de base sur les SfN).
- 2. Financement et ressources:** Fournir un financement public et philanthropique souple et à long terme qui répond aux visions autodéterminées et aux intérêts holistiques des nations, en appliquant une approche fondée sur les distinctions (c.-à-d. pas pour l'ensemble des Autochtones, en évitant les conditions de concurrence entre les Premières Nations, les Métis et les Inuits). Faire progresser le renforcement des capacités et la politique habilitante pour le financement de la conservation – y compris l'évaluation de la valeur des actifs naturels et le financement du carbone – d'une manière qui protège les droits des Autochtones et fait progresser les solutions dirigées par les Autochtones (y compris les APCA et les gardiens).
- 3. Personnes et renforcement des compétences:** Renforcer la capacité communautaire à long terme grâce à la mobilisation des jeunes, à des approches de formation des formateurs, à des programmes de reconnaissance des titres de compétences et à l'acquisition de compétences spécialisées pour l'élaboration de projets de SfN. De façon générale, éviter le dédoublement des efforts et la surcharge des nations par des demandes de mobilisation. Veiller à ce qu'une optique décolonisée soit exigée des collaborateurs qui s'engagent clairement à entreprendre leur propre travail interne afin de transformer les approches organisationnelles enracinées dans la pensée coloniale et d'accroître leur capacité à adopter un cadre d'action participative.

4. **Données et mesures:** Assurer l'accessibilité, éviter les chasses gardées et les efforts cloisonnés, et aller au-delà de la mesure pour renforcer la capacité de traitement, d'évaluation et d'utilisation des données sur le carbone et les écosystèmes. Accorder la priorité à la souveraineté des données autochtones et démarcher en ce sens.
5. **Collaboration et alliances:** Renforcer la capacité en aidant les nations à établir des réseaux d'alliés (p. ex. avec les municipalités et les universités) et à favoriser l'établissement d'alliances entre les nations (p. ex. des alliances entre les régions et les territoires qui se chevauchent) lorsqu'il y a un intérêt en ce sens et des visions harmonisées. Investir dans le partage et la création conjointe de connaissances, le tissage de réseaux et l'établissement de relations décolonisées par l'entremise de carrefours, de communautés de pratique, d'autres occasions d'apprentissage entre pairs et de réseaux.
6. **Objectifs holistiques et harmonisation de la vision:** Élaborer des efforts de renforcement des capacités intégratifs fondés sur des modes de connaissance autochtones holistiques et sur les visions autodéclarées des nations.
7. **Centralisation des droits et des responsabilités:** Créer des outils et des offres de renforcement des capacités en prêtant attention aux droits, aux responsabilités et à l'autodétermination des Autochtones, et liés aux efforts d'habilitation politique et de défense des droits.

Les lacunes et les possibilités en matière de capacité sont transversales et ne peuvent être abordées isolément. Pour faire progresser les SfN dirigées par les Autochtones, il faut tenir compte des droits et des questions de compétence et élaborer une politique habilitante parallèlement au renforcement de la capacité. Les gouvernements de la Couronne doivent accorder la priorité à la mise en œuvre rapide des engagements pris dans le cadre de la Déclaration, aux pratiques modifiées découlant de décennies d'affaires judiciaires et à l'avancement des innovations stratégiques habilitantes dans ce domaine essentiel des solutions fondées sur la nature, qui représente une convergence des domaines intersectoriels du climat, de la biodiversité et de l'action de réconciliation. D'autres partenaires, comme les ONGE, ont un éventail de mandats et d'approches en matière de défense des intérêts politiques, mais tous ont l'occasion d'aider les nations à défendre leurs propres droits. Enfin, le milieu des affaires a l'occasion de promouvoir les débouchés commerciaux et les modalités des projets en s'appuyant sur une reconnaissance et une promotion plus actives des droits et des responsabilités des Autochtones, et non sur le plus petit dénominateur commun de la pratique actuelle. Cela signifie qu'il faut créer conjointement des modalités faisant en sorte que les Nations ont d'importants intérêts à long terme et des rôles de gouvernance conjointe. Cela signifie aussi que les modalités d'investissement favorisent les pratiques exemplaires en ce qui a trait aux facteurs autochtones, environnementaux, sociaux et de gouvernance, et que le nouveau marché entourant les SfN est considéré comme domaine à part entière au cœur duquel se trouvent des droits autochtones.

D'autres activités de sensibilisation sont nécessaires pour élaborer une évaluation plus exhaustive des lacunes et des besoins communs en matière de capacité pour les SfN dirigées par les Autochtones, y compris la mobilisation des populations inuites et une représentation régionale plus vaste. Néanmoins, cette analyse présente les premières constatations relatives aux lacunes en matière de renforcement des capacités, que nous continuerons de mettre à profit avec le réseau pour le RAD. Nos constatations ont révélé des efforts prometteurs pour établir des partenariats et éliminer les cloisonnements, comme les nouvelles communautés de pratique, ainsi que des efforts de longue date pour favoriser la collaboration dans certaines régions. Pourtant, nous continuons d'entendre parler du besoin d'accroître la connectivité, la collaboration et la visibilité en ce qui concerne les efforts de renforcement des capacités. Pour la plupart, les ONGE, les gouvernements de la Couronne, l'industrie et d'autres institutions non autochtones ne travaillent pas encore de concert.

À mesure que de nouvelles communautés de pratique et de nouveaux outils de renforcement des capacités sont élaborés, le RAD Network s'emploie à créer des réseaux pour relier les efforts et les acteurs partageant une vision compatible, faire connaître les outils existants et créer conjointement des produits de connaissance dans l'espace éthique ancré dans les priorités des nations. La connectivité est également nécessaire pour garantir la transparence et l'équité dans le flux des ressources. Nous recommandons que les institutions non autochtones collaborent avec les nations et les réseaux autochtones pour faire le point sur les dépenses financières et les ressources humaines liées aux SfN dirigées par les Autochtones et pour revoir la façon dont ces ressources pourraient être déployées à long terme pour soutenir directement les organisations dirigées par les Autochtones, leurs capacités et leur compétence. À la longue, nous imaginons un domaine où les capacités techniques, administratives, de collecte de fonds et de partenariat sont détenues par des entités dirigées par des Autochtones.

REFERENCES

1. Reed, G., Brunet, N. D., McGregor, D., Scurr, C., Sadik, T., Lavigne, J., & Longboat, S. (2024). There is no word for 'nature' in our language: Rethinking nature-based solutions from the perspective of Indigenous Peoples located in Canada. *Climatic Change*, 177(2), 32.
<https://doi.org/10.1007/s10584-024-03682-w>
2. Vogel, B., Yumagulova, L., McBean, G., & Charles Norris, K. A. (2022). Indigenous-Led Nature-Based Solutions for the Climate Crisis: Insights from Canada. *Sustainability*, 14(11), Article 11. <https://doi.org/10.3390/su14116725>
3. Deranger, E. T., Sinclair, R., Gray, B., McGregor, D., & Gobby, J. (2022). Decolonizing Climate Research and Policy: Making space to tell our own stories, in our own ways. *Community Development Journal*, 57(1), 52–73.
<https://doi.org/10.1093/cdj/bsab050>
4. Townsend, J., Moola, F., & Craig, M.-K. (2020). Indigenous Peoples are critical to the success of nature-based solutions to climate change. *FACETS*, 5(1), 551–556.
<https://doi.org/10.1139/facets-2019-0058>
5. Indigenous Climate Action. (2021). Nature-based Climate Solutions Report (*sneak peek*). <https://www.indigenousclimateaction.com/entries/new-nature-based-climate-solutions-report-sneak-peek>
6. Wildcat, D. R. (2009). *Red alert!: Saving the planet with indigenous knowledge*. Fulcrum.
7. Berkes, F., & Berkes, M. K. (2009). Ecological complexity, fuzzy logic, and holism in indigenous knowledge. *Futures*, 41(1), 6–12. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2008.07.003>
8. Hoffman, K.M., Christianson, A.C., Dickson-Hoyle, S., Copes-Gerbitz, K., Nikolakis, W., Diabo, D.A., McLeod, R., Michell, H.J., Mamun, A.A., Zahara, A., & Mauro, N. (2022). The right to burn: barriers and opportunities for Indigenous-led fire stewardship in Canada. *Facets*, 7(1), 464-481. <https://doi.org/10.1139/facets-2021-0062>
9. Ellis, P. W., Page, A. M., Wood, S., Fargione, J., Masuda, Y. J., Carrasco Denney, V., Moore, C., Kroeger, T., Griscom, B., Sanderman, J., Atleo, T., Cortez, R., Leavitt, S., & Cook-Patton, S. C. (2024). The principles of natural climate solutions. *Nature Communications*, 15(1), 547.
<https://doi.org/10.1038/s41467-023-44425-2>
10. Reed, G., Brunet, N. D., McGregor, D., Scurr, C., Sadik, T., Lavigne, J., & Longboat, S. (2022). Toward Indigenous visions of nature-based solutions: An exploration into Canadian federal climate policy. *Climate Policy*. <https://www.tandfonline-com.subzero.lib.uoguelph.ca/doi/abs/10.1080/14693062.2022.2047585>



REMERCIEMENTS

Miigwetch, masih, niá:wen, woliwon, wela'lin, hai hai, ǎeeko, marsi, ᵿᵿᵿᵿᵿᵿᵿᵿ, giaxsixa, anushiik, merci, thank you.

Nous tenons à remercier les nombreuses personnes qui ont contribué à cette analyse et à ce rapport de recherche. Premièrement, nous tenons à souligner l'orientation stratégique, la vision et les contributions permanentes du RAD Network Leadership Circle, notamment Steven Nitah, David Flood, Terry Dorward et Trish Nash et, bien avant, les contributions de Kim Neale, dont les commentaires sont inclus dans le présent rapport.

Nous tenons à remercier Kerry-Ann Charles pour ses commentaires judicieux et généreux en tant que réviseure. Nous remercions du fond du cœur les personnes interviewées, les collaborateurs et les examinateurs, notamment : Patricia Rojas, Michelle Connolly, Rebecca Rogerson, Kelsey Scarfone, Michael Reid, Roy Brooke, Susan Sullivan, Zack Hamm, Jenna Maidment, Clare Wark, Jessica Currie, Julee Bean, Chelsea Martin, Shah Ashraf Mohamed et Satnam Manhas. Grâce au soutien des examinateurs communautaires et à l'orientation du Leadership Circle, ce rapport a été coordonné et synthétisé par Lara Powell, Randi Russell, Darcy Riddell et Mary-Kate Craig.

Ce projet est financé par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC).